

Réflexions sur un état des lieux des sciences humaines et sociales en Algérie aujourd'hui*

Omar LARDJANE**

Introduction

Le but du Symposium qui nous réunit est de faire le point sur "l'état des savoirs en sciences sociales et humaines" en "Algérie 50 ans après" comme l'indique l'intitulé de la Rencontre. Un tel but requiert bien sûr l'examen attentif de la situation dans chaque segment des sciences sociales et humaines, et c'est bien ce que le programme a prévu, mais il doit aussi être l'occasion d'un regard global et d'une évaluation d'ensemble. Ma communication s'inscrit dans cette dernière perspective. Après la présentation, quelque peu subjective, d'un état des lieux, elle se concentrera sur une discussion du problème historique et théorique des conditions de possibilité de l'existence des sciences sociales et humaines en Algérie (et dans le monde arabo-musulman). Ce problème a fait l'objet au cours des dernières années en Algérie, d'analyses et de positions qui méritent l'intérêt et suscitent l'interrogation. C'est donc à travers une démarche par moments polémique, dans le bon sens du terme, que je développerai mon propos. A cette fin, j'aurai surtout recours à l'exemple de la sociologie et je ferai des incursions dans l'espace arabe.

La pratique des sciences sociales (enseignement et recherche) en Algérie, au cours des quatre décennies passées depuis l'Indépendance du pays, s'est accompagnée cycliquement d'une réflexion sur elle-même : bilans, évaluations, interrogations sur ses limites et ses contraintes, sur son héritage et ses perspectives, sur ses conditions de possibilité.

Deux grands moments peuvent être distingués dans ce cadre : le début des années 1970 et surtout les débuts des années 1980. Dans le premier cas, l'initiative qui a suscité le débat est venue des pouvoirs publics, tandis que dans le second cas, ce sont les universitaires et chercheurs eux-mêmes qui ont engagé la réflexion. Il peut paraître utile

* Ce texte reprend et développe la communication présentée au Symposium du CRASC (2004) et y intègre celle présentée sur le même thème, et restée inédite, au Colloque de Cordoue (2001), organisé par l'Université de Princeton, sous le titre "*Le Maghreb entre passé et avenir, savoir et action*".

** Philosophe, chargé de cours, Université d'Alger.

de rappeler ces moments privilégiés de débat, mais aussi de crise, pour tenter de dégager des éléments d'intelligence et d'interprétation concernant l'état et le statut des sciences sociales dans notre société. On pourra notamment se rendre compte que ceux qui dans ces débats, durant deux décennies, s'interrogeaient et se mettaient en cause en parlant de leurs disciplines, représentaient en fait une génération particulière d'intellectuels dont il est possible aujourd'hui de retracer la généalogie et l'évolution. Les sciences sociales c'est aussi, surtout à leurs commencements, les "*social-scientists*"¹ eux-mêmes.

Que sont devenus ces derniers aujourd'hui ? Quel état des lieux peut-on faire, s'agissant des sciences sociales et humaines ? Quels sont les problèmes, anciens et nouveaux, qui se posent ? Quel avenir, proche et lointain, peut-on raisonnablement entrevoir pour les sciences sociales ? Un bref rappel du passé peut nous aider à mieux comprendre le présent.

Le débat des années 70

Il n'est pas inutile de rappeler qu'au moment de l'Indépendance du pays, il n'y avait pas dans l'Université algérienne un seul algérien qui puisse être considéré, par les quelques milliers d'étudiants qui accédaient alors à l'enseignement supérieur, comme un "maître" en sciences sociales et humaines, quelle que soit la discipline. Cette Université avait connu une activité et une recherche relativement importantes avant l'Indépendance et de grands noms s'étaient illustrés en histoire, géographie, ethnologie, droit, économie² etc.... Mais il ne restait que peu de maîtres de cette époque et de toute façon cet héritage était frappé de suspicion du fait de sa congruence avec l'époque coloniale et l'idéologie colonialiste³. Il y eut des maîtres nouveaux, venus comme coopérants d'Europe et du Moyen Orient, et leur influence fut importante durant toute la décennie soixante. Mais du côté algérien, les seuls noms de maîtres susceptibles d'être cités aujourd'hui en étaient encore à la préparation de leur thèse et certains d'entre eux, qui firent par la suite une brillante carrière de professeurs et de chercheurs, étaient déjà sur le

¹ L'utilisation de cette expression se fait par pure commodité langagière, ne pas y voir donc une signification particulière.

² Pour une évaluation critique de cet héritage, se reporter à : "*Le Mal de voir*", Paris, UGE, 1976, ainsi qu'à "*Connaissance du Maghreb*", Ed. CNRS, 1984.

³ A des degrés différents selon les disciplines et les auteurs bien sûr, mais l'empreinte colonialiste était nette en psychiatrie et psychologie, avec les professeurs Porot et Suter, en Droit avec Bousquet G.H., et en anthropologie avec Douthe ; voir sur cet aspect, en sus des titres précédents (note 2) : "*L'Algérie des anthropologues*" de Lucas, P. et Vatin, J.C. ainsi que Cherki, Alice "*Frantz Fanon, portrait*", Paris, Seuil, 2000, (pp. 95-97 surtout), et pour l'Histoire, le déjà classique "*Décoloniser l'Histoire..*" de Sahli, M.C., Paris, Maspero, 1965.

chemin de l'exil (c'était le cas notamment de M. Arkoun et Ali Merad, de D.E. Bencheikh, A. Sayad...). C'est donc légitimement qu'on peut considérer que les sciences sociales se mettent à exister en Algérie à partir de cette période et à travers une génération nouvelle "autochtone" qui va occuper ce champ du savoir dès les débuts des années soixante dix, en fournissant enseignants et chercheurs débutants.

A ce moment précisément, début des années 70, se fait jour du côté des pouvoirs publics la première action de délimitation et de structuration du champ des sciences sociales, par la définition d'une hiérarchie des disciplines et une définition de la finalité et des objets devant être considérés comme légitimes pour les sciences sociales. Le colloque tenu au printemps 1971 sur le thème des sciences sociales, la réforme de l'enseignement supérieur qui est engagée la même année et qui vise à clore l'époque de l'Université héritée (française, coloniale et élitiste), le congrès mondial de sociologie, réuni à Alger en 1974, sont les grands moments qui marquent cette période. On peut y retenir comme effets, en sus de l'anathème lancé contre l'ethnologie et qui va obérer pendant longtemps le recours à l'héritage scientifique accumulé au sein de l'Université d'Alger dans ce domaine, la suspicion exercée vis-à-vis de la sociologie qui ne sauve son existence, pourrait-on dire, qu'en acceptant d'être mise "au service du développement" et en se transmutant en une sociologie de l'émancipation post-coloniale.

Nous mesurerons plus tard combien ces décisions ont pesé sur l'évolution des sciences sociales, surtout qu'elles avaient été précédées de l'arabisation totale des enseignements de philosophie et d'histoire à l'Université et dans les lycées, mesure dont les effets seront profonds sur les sciences sociales et humaines, comme nous l'évoquerons plus loin. Au bout du compte, seule l'économie obtenait un blanc-seing et, renforcée par cette légitimation institutionnelle, va de fait dominer le champ des sciences sociales durant toute la décennie soixante dix, offrant l'image d'une science utile à la société et au développement national. Pour être plus juste, il faut noter que cette discipline a été effectivement la première à avoir pu se doter de certaines caractéristiques essentielles d'un champ scientifique, notamment par sa structuration autour de quelques porte-parole, ou maîtres, représentant l'éventail des trois à quatre grands courants de la science économique moderne⁴.

Le débat ayant accompagné ces nouvelles orientations a été en vérité très bref et peu polémique, car extrêmement rares étaient les voix qui ne

⁴ Il s'agit de Benachhou, A., Temmar, H., Benissad, M., Benhassine, M.L., Kandil, M., Les deux premiers sont actuellement ministres, le troisième le fut il y a quinze ans.

partageaient pas, peu ou prou, ce cours nouveau. Les universitaires, étudiants et enseignants, étaient en ces temps là très majoritairement "de gauche" comme on disait, c'est à dire progressistes, d'inspiration nationaliste ou marxiste.

Dans les deux cas, par anti-impérialisme, anti-occidentalisme et / ou anti-capitalisme, les "sciences sociales" étaient perçues comme des disciplines relevant plus de l'idéologie que de la science; le marxisme universitaire s'offrait en outre comme une justification de cette invalidation des sciences sociales et il se présentait comme leur substitut possible.

C'est donc dans l'ainsi-dite orientation de "mise au service du développement et des masses populaires" que les sciences sociales ont été pratiquées par les jeunes enseignants et chercheurs de ces années là, où tout devait être révolutionnaire, dans la pratique et dans la pensée. Par la force des choses et l'air du temps, les *social-scientists* ont commencé leur carrière dans notre pays, sans qu'ils le perçoivent vraiment alors, sous un statut intellectuel et social de techniciens ou ingénieurs sociaux.

Avec le recul du temps, on peut considérer aujourd'hui que c'était là, pour tous ceux qui ont continué à travailler dans ce champ disciplinaire, une voie d'entrée comme une autre dans l'univers de la science, et par bien des aspects c'était une voie plus riche que d'autres⁵.

Cette expérience collective va rapidement être soumise à la critique, cette fois au sein même des acteurs, et donc aussi à une autocritique.

Le débat des années 80

Il est nécessaire de rappeler ici quelques traits généraux qui ont marqué l'entrée de la société algérienne dans la décennie 1980.

D'abord, il y a la rupture du **consensus idéologico-culturel** qui avait servi de fondement au système politique depuis la guerre d'Indépendance. Trois courants vont manifester, à tour de rôle, leur volonté de se placer sur une position de dissensus : le courant arabiste (1979), puis le courant berbériste (1980), enfin le courant islamiste (1981). Ces manifestations du dissensus, fondamentalement politiques, ne se sont pas limitées aux déclarations de principes mais ont donné lieu

⁵ Dans la mesure où elle a mené les premiers *social scientists* algériens à se frotter au terrain (dans les villes, les campagnes, les usines...), sinon à se confronter à lui, alors que, comparativement, leurs homologues égyptiens pionniers des sciences sociales dans leur pays, ont souffert dans leurs débuts de cet éloignement du terrain. Voir à ce sujet les autobiographies intellectuelles de certains de ces sociologues dans "*ilm ijtima' wa ijtima'iyoun, tajarib wa khibrat*", Le Caire, 1989.

à de vastes et perturbants mouvements de masse, particulièrement dans les milieux étudiants et intellectuels.

Ensuite, il y a la rupture du **consensus social** qui s'était nourri durant deux décennies de l'amélioration générale du niveau et des conditions de vie grâce à la politique de développement et de redistribution de la rente pétrolière. La volonté du pouvoir politique de réorienter le cours des choses vers une ouverture libérale, après une longue période d'économie étatisée et administrée, a été perçue comme un éloignement par rapport aux aspirations des couches les plus modestes de la société. Là également, le dissensus s'est exprimé dans la rue par les émeutes de Constantine, Alger, Sétif au milieu des années 80.

Un des premiers effets de cette conjoncture nouvelle s'est manifesté dans une relative ouverture du champ politique et du débat intellectuel, en particulier par la mise à l'étude par le pouvoir politique (le FLN alors Parti-Etat) d'un "Dossier culturel" destiné à reconstruire un consensus idéologique après l'éclatement de l'ancien, ainsi que par une plus grande ouverture vers les couches moyennes liées à l'administration étatique, y compris les couches intellectuelles.

C'est dans ce contexte général que va s'engager un débat profond, durable et polémique autour de la question du statut des sciences sociales en Algérie. A partir de 1980 et durant toute la décennie, articles de presse, études et articles de revues, colloques et numéros spéciaux de revues vont se succéder donnant l'occasion aux *social-scientists* d'exposer leurs analyses et d'exprimer leurs conceptions⁶. Ce débat va se déployer sous la pression d'un climat idéologico-politique relativement hostile pourtant, car au milieu de la décennie on assiste à un transfert sur le champ médiatico-culturel d'un conflit politico-économique entre ouverture (*infitalah*) et fermeture (*açala*) avec une campagne intense contre l'"invasion culturelle" et surtout avec une charge violente menée contre les sciences humaines et sociales⁷.

Il n'est pas possible ici de retracer dans le détail cette activité très riche et très significative. Il suffira d'en évoquer les traits marquants et les idées essentielles.

⁶ Voir en fin d'article une chronologie des principales manifestations écrites de ce débat.

⁷ Le 19^e Séminaire de la pensée islamique (1985) se tient sous le thème de "l'invasion culturelle" et Arkoun M., défendant le droit pour les SHS modernes d'étudier le legs religieux, y est l'objet d'une brutale tentative de disqualification; quant au 20^e Séminaire (1986), placé sous le signe de "*L'islam et les sciences humaines*", il sera marqué par tant d'excès dans les approches et les propos que Merad Ali, islamologue reconnu, se sent obligé, dans "*Actualité de l'Emigration*", de septembre 1986, d'exprimer ses réserves et ses craintes face à l'étroitesse d'esprit ayant dominé les travaux..

Concernant la question du **statut** des sciences sociales, deux positions s'exprimaient: la première adressait à l'Etat sa revendication d'octroi d'un statut, en essayant de démontrer, dans la continuité des liens qui s'étaient tissés dans les années soixante-dix entre les universitaires et le pouvoir politique, qu'il était de l'intérêt de ce dernier, pour la réussite du projet de développement national, d'octroyer aux *social-scientists* une position et un statut (c'est à dire une reconnaissance de leur utilité nationale et sociale) correspondant aux services qu'ils étaient susceptibles de rendre à la Nation par leur maîtrise d'une science vue comme indispensable au succès de l'entreprise d'édification nationale. La seconde position dirigeait, elle, la demande de reconnaissance vers la société et souhaitait que les *social-scientists* conquièrent leur statut et leur légitimité sociale en aidant la société à mieux penser sa pratique et à mieux déceler ses intérêts fondamentaux.

A travers ces deux positions, c'était le rapport des sciences sociales respectivement avec le Pouvoir et avec la Société qui se jouait. Dans les deux cas cependant, l'objectif partagé par les deux courants était de parvenir, à travers une sorte de stratégie d'alliance, à se donner les conditions d'une autonomisation du champ scientifique.

Les termes, quelques fois érigés en quasi-concepts, qui reviendront le plus souvent dans ce débat sont ceux de "malaise", de "médiocrité ambiante", de "clochardisation", et comme en interface ou réponse à un défi, il y a réitération des appels à la nécessité de l'"autonomie", la nécessité de l'"accumulation", la nécessité d'une pensée "critique".

Deux faits doivent être soulignés ici pour saisir les dimensions et les enjeux du débat :

- le premier est que ceux qui vont parler au nom des sciences sociales et se faire leurs défenseurs sont principalement et très majoritairement les sociologues ; quelques rares historiens, juristes, économistes les accompagneront, mais ce sont eux qui donnent le ton.

Plusieurs raisons peuvent être évoquées pour expliquer ce rôle tenu par les sociologues : leur plus grande sensibilité, du fait de leur discipline même, aux crises de la société (et il y avait crise); la prise de conscience que leur mise "au service du développement" a été aussi une mise au service du discours et de l'action du pouvoir politique et donc équivalait à un défaut dans la lucidité qu'ils se devaient à eux-mêmes comme scientifiques et qu'ils devaient à la société; peut-être aussi le fait que parmi les sociologues qui interviennent, nombreux sont ceux qui ont eu à l'origine un cursus et une vocation de philosophes, ce qui les disposait à une perception plus englobante des sciences sociales et humaines. En

outre, on peut considérer cette montée au premier plan des sociologues comme la manifestation d'un déplacement au sein de la hiérarchie qui règle les rapports entre les différentes sciences sociales selon les conjonctures. Et de fait, la science économique entrait à cette période dans une position de repli dans la mesure où elle avait été auparavant tellement mise sous la lumière et qu'elle s'était tellement "compromise" avec la politique économique et sociale précédente, que l'abandon de cette dernière tonnait comme un échec pour elle-même.

Il faut aussi indiquer que le débat sur les sciences sociales, du fait même du contexte général et du fait qu'il posait le problème de l'autonomie du champ scientifique, se déroulait dans un croisement permanent avec un débat plus large qui portait sur le statut des intellectuels dans la société algérienne, débat qui revendiquait l'autonomie du champ intellectuel principalement vis à vis du politique. Ce qui du même coup faisait des sociologues les hérauts de l'intelligentsia algérienne moderniste en gestation. Nous nous interrogerons plus loin sur la signification pouvant être attribuée au croisement de ces deux problématiques.

- le deuxième fait, celui là plus fondamental, est que l'arrière fond du débat n'était pas seulement la crise de transition que traversaient le système politique et la société, mais que cet arrière-fond était réfracté sous une forme particularisée au sein même du champ des sciences sociales ou du moins au sein du champ des institutions dans lesquelles se pratiquaient les sciences sociales.

Le début des années 80 correspond en effet au lancement de l'opération d'arabisation de tous les cursus de sciences sociales dans les Universités et cela coïncidait avec le "boom démographique" consécutif à la politique de démocratisation de l'enseignement des deux décennies précédentes. Le résultat fut que, brutalement, l'Université a eu à faire face à un accroissement considérable des effectifs étudiants, ce qui a imposé un recrutement massif et au pied levé de nombreux nouveaux enseignants. De la sorte, c'était l'environnement immédiat des sciences sociales qui était lui-même bouleversé. En plus des manifestations d'hostilité contre les SHS, évoquées précédemment, portées par des courants politico-idéologiques puissants, il faut noter qu'avec l'arabisation des cursus universitaires se développait un processus insidieux et pervers de marginalisation des enseignants les plus anciens et les plus expérimentés, que la progression des cursus reléguait au fur et à mesure vers les dernières années, puis les cycles de post-graduation; ne pouvant se reconvertir à l'enseignement en arabe, beaucoup d'entre eux furent confinés dans les activités de recherche, ou quittaient l'Université

pour d'autres secteurs, ou plus radicalement quittaient le pays pour s'insérer dans des universités françaises.

Ces deux faits concomitants, d'une part émergence d'une conscience intellectuelle qui cherche à penser les conditions d'une autonomie possible du champ scientifique et d'autre part, et à contrario, émergence d'un environnement qui risque de tuer dans l'œuf cette promesse d'émancipation intellectuelle et scientifique, voilà qui pourrait expliquer le sentiment de malaise ressenti et exprimé par les participants au débat. Ce qui se jouait là, à travers ces événements et qu'on pouvait lire dans les termes du débat qui les accompagnait, c'était le sort même de cette petite communauté scientifique et intellectuelle qui avait mis deux décennies à se former et qui se retrouvait, au moment même où elle était en train de conquérir les moyens intellectuels de son existence et de son statut, confrontée à une transformation radicale des conditions de l'exercice de sa fonction et de sa pratique.

On ne peut lire aujourd'hui les textes de l'époque sans ressentir le caractère quelque peu dramatique de la situation. Rétrospectivement, on mesure combien dans la décennie 80, le champ des sciences sociales semblait prêt à conquérir l'autonomie, la masse critique nécessaire pour sa constitution en véritable champ scientifique: une génération d'enseignants - chercheurs qui parvenait (avec les nombreuses soutenances de thèses de 3^{ème} cycle et quelques unes d'Etat) à sa maturité, à la fois scientifique et sociale, des centres de recherche actifs⁸, des revues⁹, des débats, des courants d'idées, une expérience amère mais instructive des pièges de l'attrait du politique et de la fascination des idéologies, une visibilité et une légitimité en progression (grâce notamment à la présence de quelques "leaders, porte-parole", à l'existence d'un média influent, un hebdomadaire, qui assurait une articulation avec une partie importante de l'opinion publique, à des jonctions avec le monde de l'édition¹⁰, etc.). Le débat autour du statut des sciences sociales était lui-même un élément important de structuration du champ et d'adaptation au contexte nouveau.

On peut même dire que les choses ont ensuite, vers la fin de la décennie, relativement bien évolué. Un grand espoir avait en effet émergé à la fin des années 80 à l'occasion de l'ouverture démocratique

⁸ Parmi lesquels : le CREA, dirigé par Benachenhou A., l'ARDES, dirigée par Boukhobza M., le CDSH, dirigé par Djeghloul A., le CRAPE, le CURER, le CNEH...

⁹ Notamment la *RASJEP*, *Les Cahiers du CREAD*, La revue d'Histoire *Majallat Et-Tarikh*, la revue "*Sciences Sociales Panorama*", etc.

¹⁰ Particulièrement avec la riche expérience de la collection "*El Anis*", dirigée par El Kenz, Ali, aux éditions ENAG.

dans laquelle s'était engagé le système politique, avec la reconnaissance du pluralisme politique puis des élections partisans, de la diversité culturelle, la reconnaissance de la conflictualité des intérêts socio-économiques et le choix de l'économie de marché. L'espoir, chez les sociologues particulièrement, était qu'une telle évolution allait faire naître inévitablement une demande sociale riche et diversifiée de la part des nouveaux acteurs politiques, sociaux, culturels et économiques, demande rendue indispensable, pensait-on alors, par la nécessité pour ces nouveaux acteurs de donner à leur action des fondements plus rationalisés, basés sur une connaissance plus objective de la société dans ses diverses dimensions. Et par là - même, cela pouvait permettre aux chercheurs d'établir une distance plus grande avec la demande traditionnelle émanant des autorités publiques et avec le discours dominant, en même temps que cela leur permettrait d'ajuster leurs objets et leurs travaux à des problématiques plus stimulantes scientifiquement.

Cet espoir fut déçu et nous savons comment, dès le début des années 90, ont malheureusement évolué les choses au plan général, ce qui a eu des effets considérables sur le domaine qui nous intéresse.

Un état des lieux

Quinze ans après, quelle est la situation des sciences sociales en Algérie ? Qu'est devenue cette génération de *social-scientists* qui avait cru à sa vocation de savant collectif et d'intelligentsia ?

Deux mots résument la situation et le destin de cette petite communauté scientifique alors en voie de constitution : **dissémination** et **perte**. L'arabisation de l'enseignement universitaire, articulée sur une massification brutale des effectifs étudiants et une démultiplication concomitante des institutions universitaires d'abord, la situation sécuritaire et le terrorisme ensuite, ont tracé de profondes entailles dans ce petit groupe social.

De ce point de vue, la problématique de **l'accumulation** et de **l'autonomie**, qui polarisait la réflexion dans les années 80, n'est plus de mise ou en tout cas ne peut plus être posée dans les mêmes termes.

Il reste de cette période et de sa dynamique des travaux relativement nombreux, des projets scientifiques suivis qui ont donné lieu à des thèses de qualité. Mais beaucoup de leurs auteurs ne sont hélas plus là (assassinés, morts, en exil) pour expliquer, encadrer, diriger les étudiants qui tentent de se référer, difficilement, à leurs travaux.

Nous pouvons malgré tout et sans optimisme surfait, reprendre à notre compte cette notation judicieuse d'une observatrice avisée qui,

après un constat assez pessimiste, déjà en 1991, de la situation et des perspectives, déclarait : " *A ce stade, la vraie question paraît être plutôt : comment peut-il y avoir néanmoins un peu de recherche, quelques livres (ou articles) irremplaçables qui ici ou là ont été pour chacun d'entre nous source d'émotion ?* " ; et elle ajoutait, élargissant le constat à tout le Maghreb, en appuyant son jugement sur l'énoncé des contraintes générales qui pèsent sur l'existence des sciences sociales dans nos contrées : " *Le miracle est que des sociologues tunisiens, des historiens, des anthropologues algériens ou marocains, égyptiens écrivent.*"¹¹.

De fait, on continue, *malgré tout*, de faire de la recherche, d'écrire des articles, d'éditer des revues. Ce sont en vérité quelques noyaux, quelques équipes très rares, quelques individus. Mais cela fait que pour la première fois, après celle de Droit (*RASJEP*), une Revue de facture relevée comme "*Insaniyat*" obéissant à des critères académiques rigoureux, approche aujourd'hui de sa dixième année de parution avec son 25ème numéro, traduisant avec bonheur les activités scientifiques du Centre de recherche en Anthropologie sociale et culturelle (CRASC) qui l'abrite, et se faisant l'écho de l'actualité et des travaux en sciences sociales et humaines dans le pays et ailleurs. De même, une large équipe de recherche, malgré des fluctuations dont les causes seront évoquées plus loin, travaille depuis près de dix ans autour du thème des *élites* et tente, avec difficulté, de construire un objet et un champ de recherche dont la légitimité, politico-culturelle autant que scientifique, est fortement contestée dans notre pays. Il faut également relever l'existence de la revue "*Naqd*", qui vient de publier son 20ème numéro, point de croisement de différentes disciplines, dans une perspective de critique sociale, qui en dépit des contraintes de toutes sortes, continue de baliser le champ des sciences sociales. Mais il y a aussi, dans les grandes universités du pays, des revues qui tentent, certes difficilement et avec plus ou moins de réussite, plus ou moins de régularité, de se constituer en lieux de réflexion et de recherche¹².

Des thèmes nouveaux sont aujourd'hui l'objet d'intérêt pour les chercheurs, après une longue période où les sciences sociales étaient à la traîne de la science économique : les questions de la violence, de l'Ecole, de la Famille, de la ville et de la citoyenneté, ceux de la pauvreté et de la marginalité. Certes, ce sont des thèmes qui souvent sont imposés par la *doxa*, ce qui dénote une trop grande sensibilité encore des sciences

¹¹ Il s'agit de Colonna, Fanny dans sa présentation du n° spécial "*Sciences sociales. Sociétés arabes*" de "*Peuples méditerranéens*", n°55-56, 1991.

¹² Il est impossible de les citer toutes. Signalons parmi les anciennes "*Les Cahiers du Cread*" et la "*Rasjep*" et parmi les nouvelles "*Psychologie*", "*Idara*", "*Et-Tawâssol*",

sociales aux incitations externes dans le choix des objets de recherche. Cependant, se dessinent en creux des déplacements plus profonds, par exemple à travers l'intérêt porté au sacré, aux pratiques religieuses, à la question de la mémoire, aux traumatismes psychosociaux, aux élites, etc.... Cela nous fait penser à la notation de Nisbet qui soulignait que l'unité des sociologues fondateurs résidait dans l'intérêt qu'ils portaient, en réaction aux conceptions artificialiste et atomiste de la société et à l'égalitarisme et au rationalisme, aux questions des hiérarchies et stratifications sociales, du rôle de la tradition, de l'importance du sacré. Serait-ce un signe de maturité pour les sciences sociales chez nous que de les voir s'engager dans ce genre de thèmes de recherche ?

Peut-être convient-il, dans ce rapide descriptif de l'état des lieux, de réserver une place à part aux sciences psychologiques qui, à rebours de l'involution générale, ne se sont jamais aussi vigoureusement portées. La raison en semble être dans la très forte demande sociale consécutive aux traumatismes, désarrois et autres déséquilibres psychosociaux qu'a connus et que continue de connaître notre société au cours de cette dernière décennie de tourment. Mais il y a aussi le fait que des psychologues se sont décidés à tenter l'aventure du retrait, partiel certes, des institutions étatiques, pour fonder des associations et autres sociétés savantes qui ont été un facteur dynamisant pour la pratique, les publications et la recherche en psychologie¹³.

Il est intéressant de noter à cette occasion l'évolution des rapports entre les différentes sciences sociales à travers le temps et selon les contextes, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut : après une longue période (décennie 60-70) d'hégémonie des sciences économiques, c'est la sociologie qui, dans les années 80, fut au devant de la scène, et il semble bien que ce soit aujourd'hui la psychologie sociale¹⁴ qui assume le rôle dominant. Sans oublier qu'en permanence l'Histoire a occupé une position singulière de forte légitimité idéologico-politique, mais de basse intensité scientifique tant son destin semble étroitement imbriqué dans les rets et les normes du discours officiel dont elle est une des ressources idéologiques importantes (Remaoun, 1993/1997).

Les contraintes

Mais si nous devons nous interroger, aujourd'hui, sur les chances pour les sciences sociales d'assurer leur existence académique et leur

¹³ C'est particulièrement le cas de la S.A.R. Psychologie qui depuis presque dix ans anime des colloques, édite une revue, mène une activité de psychothérapie et de recherche.

¹⁴ Mais aussi la linguistique sociale qui a acquis ces dernières années une position incontournable.

statut au sein du champ des savoirs ou des discours légitimes, il faudrait prendre la mesure des contraintes nouvelles qui pèsent désormais sur elles. Ces contraintes se situent principalement dans deux domaines : celui de la **reproduction** de la communauté des chercheurs, c'est à dire, en adoptant les mots des économistes, celui de **l'offre** de savoirs rationnellement articulés sur la société, et celui de la nature de **la demande** exprimée pour de tels savoirs.

- Cette question de la **reproduction** se pose dans des termes assez dramatiques.

La mutation des enseignements universitaires de la langue française à la langue arabe, du fait des conditions déplorables dans lesquelles elle s'est réalisée, dans un contexte marqué en outre par les effets déstructurants d'une massification brutale des effectifs étudiants, mais aussi pour d'autres raisons plus fondamentales, s'est en effet accompagnée d'une forte et générale régression des capacités d'accès, chez les nouveaux étudiants, aux sources vivantes du savoir académique. L'imprégnation monolingue arabophone ne laisse en effet que la possibilité d'accéder à de rares travaux en arabe ou alors à de tout aussi rares traductions, souvent de qualité médiocre. Cela relève de la trop insuffisante production scientifique visible (publications de thèses et recherches, revues, etc.) et de qualité en langue arabe. Sous l'influence de divers facteurs, on assiste à une dégradation du rapport pédagogique entre étudiants et professeurs, avec une forte tendance à l'involution vers le modèle scolastique basé sur la mémoire, la compilation et la rupture entre le savoir et la vie, la pensée et la pratique. Ce problème n'est pas propre à l'Algérie, il se retrouve certainement partout au Maghreb, et aussi en Egypte, chaque fois que des étudiants sont monolingues arabophones, chaque fois que l'enseignement supérieur subit des dynamiques de massification tellement fortes et tellement rapides qu'il est contraint à se secondariser, dans ses contenus et sa pédagogie. L'atténuation, au cours de ces dernières années, de la crispation identitaire sur la question de la langue, dans le discours et la politique de l'Etat, aussi bien que chez les étudiants et les enseignants, si elle a modifié quelque peu les visions et les postures, n'a pourtant pas encore produit de transformations profondes dans la pratique pédagogique.

Il faut ajouter à ce handicap, la quasi rupture qu'a connue notre pays durant plus d'une décennie (fin des années 80 – débuts des années 2000) dans sa relation aux travaux et recherches menés ailleurs, l'absence de

circulation des revues universitaires¹⁵ ainsi que la rareté des enseignants venant d'autres pays.

Dans ces conditions, seuls de rares étudiants, que des cursus scolaires singuliers distinguent du profil dominant qu'un collègue sociologue a dénommé "l'étudiant majoritaire" (Guerid 1995), cursus déterminés plus par des hasards que par des vocations véritables, se retrouvent dans les sciences sociales et présentent des aptitudes et des dispositions d'esprit qui peuvent permettre d'espérer qu'ils deviendront des chercheurs. Souvent cela tient à la qualité de liens personnels tissés entre maître et élève, qui permettent à ce dernier de ne pas sombrer dans le découragement, de ne pas s'exiler, de ne pas se reconvertir au commerce ou à une autre activité plus valorisante socialement et plus rémunératrice. Parfois, c'est la dynamique d'une équipe de recherche qui capte et entraîne quelques éléments de qualité. Mais en aucun cas, l'institution elle-même (Universités ou centres de recherche) ne se donne ni les buts ni les moyens de former de nouveaux chercheurs.

De fait, la reproduction, c'est-à-dire la *transmission*, se fait difficilement.

- La question de **la demande** : nous avons indiqué précédemment quel espoir fondaient les *social-scientists* dans l'ouverture démocratique de la fin des années 80 qui augurait d'une revitalisation de la demande en sciences sociales et comment cet espoir a avorté. La demande de l'Etat, avec la crise économique et sécuritaire, s'est considérablement réduite, celle des nouveaux acteurs sociaux n'a pas émergé. Par contre, un facteur inédit est intervenu, qui suscite une interrogation et une inquiétude : il s'agit de la demande nouvelle et importante exprimée par les organismes internationaux, les fondations, les entreprises étrangères. Devant les sollicitations nombreuses, économistes, sociologues, psychologues résistent difficilement à l'attrait des rémunérations consistantes qui accompagnent cette demande, cette commande devrait-on dire tant les finalités paraissent éloignées des préoccupations gnoseologiques, tant le positivisme intéressé règne ici en maître, tant le jargon des organismes internationaux risque de tuer toute possibilité de questionnement scientifiquement pertinent et d'élaboration conceptuelle libre. Une part considérable du potentiel encore actif de chercheurs a été peu à peu mobilisée dans ce type de travaux et si ces derniers permettent parfois de pratiquer le terrain et de former des enquêteurs, leurs effets en retour sur la recherche académique n'apparaissent guère.

¹⁵ L'accès aux ressources de l'Internet n'était pas encore disponible.

De quelles transformations est porteur ce type de demande sur la structuration et l'orientation des sciences sociales ? La question mériterait d'être examinée.

De la "volonté de savoir"

Il reste à voir où en sont les choses du point de vue de l'intellectualité, c'est à dire de la conscience actuelle des *social-scientists*, et aussi autour de quels paradigmes généraux se développent leurs problématiques de recherche ? Mais d'abord, comment se perpétue ou se transmute ce qu'on pourrait appeler leur "vocation de savants", ou plus simplement leur « volonté de savoir? »

Deux images se présentent à l'esprit au seuil d'une telle interrogation, ce sont celles du **désarroi** et de la tentation de céder au **fatalisme**. Deux exemples seront ici évoqués pour illustrer notre propos :

- On rapporte qu'au moment où les Grecs se sont donnés un Empire avec Alexandre, des philosophes comme Epicure et les stoïciens, qui ne pensaient éthiquement vivable la vie des hommes en société que dans le cadre restreint et à mesure humaine de la Cité, furent enclins, face au décentrement de leur univers de vie et de pensée, à une sorte de désespoir politique (au sens noble que lui donnaient les Athéniens) qui les amenait à considérer que plus rien des choses humaines concrètes n'avait de sens, et qu'à tout prendre il valait mieux se restreindre au plaisir intellectuel de se retrouver avec quelques amis dans un jardin afin d'y converser sur le sens métaphysique et éthique de l'existence.

Ne vivons nous pas ces derniers temps un ébranlement de même envergure alors qu'on annonce de toutes parts que le monde si divers depuis toujours ne fait désormais plus qu'un et que l'espace au sein duquel nous avons vécu et pensé, celui de l'Etat-Nation, serait obsolète ? Ce qui signifierait aussi que les sources des processus déterminant la vie de nos sociétés ne devraient plus être recherchées à l'intérieur de ces dernières, mais plutôt dans les grands flux et les grands mouvements planétaires qui s'imposeraient à tous jusque dans leur intimité sociale et culturelle; que ce qui meut à leur tour ces flux et mouvements ce sont les contraintes nouvelles de la valorisation du capital dans une période de révolutions technologiques accélérées, ainsi que les grands mouvements et enjeux stratégiques emmêlant de gigantesques pôles régionaux concurrentiels, en recherche de conquête d'une hégémonie planétaire.

De quelles vertus serait porteur dans un tel contexte global l'effort que pourraient engager sociologues, anthropologues, historiens et autres pour comprendre pourquoi et comment ce qui est dans leur société est ainsi et pas autrement ? Devant le spectacle d'un tel déroulement des faits qui prend l'allure d'une destinée inexorable, comment résister à la tentation de céder au fatalisme, aveu d'une impuissance principielle à agir sur les processus sociaux ne serait-ce qu'en contribuant à mieux les connaître ?

- A ce sujet encore, et c'est le second exemple, comment ne pas méditer l'attitude d'Ibn Khaldoun, notre illustre devancier qui, au terme de l'écriture de sa "*Moqaddima*", qui explique si bien les mécanismes sociaux de production des pouvoirs politiques maghrébins et décrit si intelligemment les fondements mêmes de la socialité maghrébine de son temps, œuvre jamais réalisée avant lui, plie son ouvrage et s'en va émigrer en Orient comme si, pour lui, connaître ne devait servir en rien pour l'action, *savoir* ne pouvant en aucun cas signifier *pouvoir*. Attitude certes compréhensible pour l'époque qui fut la sienne et pour la conception du savoir dans laquelle il a pensé son œuvre. Il est, à ce propos, intéressant de noter que le projet scientifique formulé par Ibn Khaldoun visant à connaître la nature de la vie sociétale (*tabi'at el 'omran*) est consécutif au constat qu'il fait d'un changement fondamental dans la situation de la société maghrébine de son temps, où tout était devenu comme si le monde avait changé de base, comme si, dit-il lui-même, nous avons à faire à "une création nouvelle" ("*ka anabou kboulqoun djadidoun*").

Le monde pour nous, à notre tour, semble changer de base. Mais le chercheur en sciences sociales d'aujourd'hui, s'il est peut être tenté, par lucidité amère ("pessimisme de la raison"), d'adopter l'attitude de son illustre aîné, ne peut cependant vivre l'apparente vanité de son savoir et son impuissance que sous la modalité d'une conscience malheureuse, lui qui a été nourri par les idées des Lumières ("optimisme de la volonté"), en particulier cette idée faisant de la science un instrument de pouvoir et de puissance dans les mains de l'homme.

Un autre facteur vient dramatiser encore ce tableau avec l'intrusion massive de la violence, manifeste dans notre société comme chacun le sait, mais latente dans les pays maghrébins. Le déchaînement des passions et des intérêts est un autre défi à la "volonté de savoir" et à l'exercice même de la connaissance quand le chercheur est sommé par les faits de se découpler d'un côté en citoyen-acteur impliqué dans la conflictualité socio-politique dominante et, de l'autre côté, en observateur qui s'évertue à tirer raison de faits humainement déraisonnables. Quand la violence trace des frontières radicales au sein

d'un même corps social, il est attendu du *social-scientist* qu'il cherche, découvre et dise pourquoi et comment une société peut en arriver à un tel degré de déchirement. Et de fait, nombre de travaux dans cette dernière période ont mobilisé historiens, sociologues, économistes, anthropologues, politistes, et psychologues à cette fin¹⁶. Nous pouvons même dire que, d'une manière implicite ou explicite, c'est là le thème dominant qui a d'une façon ou d'une autre occupé et préoccupe encore les chercheurs en sciences sociales dans notre pays. De quelle portée sont ces travaux, quels effets ont-ils sur le déroulement des événements ? De quel poids peut peser un tel savoir face à la force des passions et des intérêts ? Voilà ici indiqué, un autre motif poussant au désarroi et au fatalisme.

A travers l'exposé de ces deux états, nous avons voulu montrer que deux questions lancinantes et essentielles se posent désormais aux acteurs des sciences sociales, questions certes traditionnelles pour les philosophes, mais qui se posent aujourd'hui aux *social-scientists* les faisant douter de la valeur et de la vocation de leur savoir : est-il possible de connaître ? Et si cela est possible, à quoi cela peut-il servir ?

Incontestablement, cet état des choses, mondiales et locales, incite les chercheurs à un certain désenchantement, à réduire leur ambition, à être plus modestes, à se donner des objets de recherche et à faire des projets qui n'ont plus l'envergure démiurgique ou totalisante du passé. De même, leurs illusions sur la portée pratique possible de leurs travaux ont cédé la place à une lucidité plus grande. Mais peut-être est-ce là un trait qui peut paradoxalement être un facteur favorable à un recentrement de la réflexion sur ce qui est, sur la société telle qu'elle se donne à voir. Préalable méthodologique dont la concrétisation pourrait probablement renforcer la qualité de travaux de recherche qui, plus qu'hier, devraient s'attacher à exhiber les procès de *mythification* du social que produisent sans cesse les puissants aussi bien que les faibles, les dominants autant que les dominés, et auxquels ils s'adonnent et s'abandonnent. La vertu critique des sciences sociales pourrait dans ce sens ne pas être totalement inutile.

Quant à la question des paradigmes, nous pouvons rapidement l'évoquer en indiquant, mais cela est déjà presque de l'histoire ancienne, que les paradigmes qui ont été, dans nos pays, les références des sciences sociales des dernières décennies du siècle désormais passé, c'est à dire les

¹⁶ De très nombreux écrits sur ce thème, signalons : le n°10 d'avril 2000 de "*Insaniyat*" sous le titre "*Violence -contributions au débat*"; le n°18, 2003, de "*Naqd*" sur "*L'expérience traumatique*", ainsi que le n°8 de "*Psychologie*", 1999-200, spécial sur "*Traumatismes, réactions et prises en charge*".

structuralo-marxismes et les théories du développement et de la dépendance, au sein desquelles étaient relues et réadaptées les grandes doctrines classiques, ces paradigmes donc ont cédé la place à un éclectisme florissant et à un empirisme laxiste. Dans les cas d'une conscience scrupuleuse quant à la rigueur et la cohérence de la démarche, le recours se fait à des théories de "moyenne portée" comme c'est le cas en sociologie pour la théorie bourdieuvienne par exemple, ou en histoire par une certaine fidélité à l'Ecole des Annales.

La question fondamentale

Mais en vérité le problème n'est pas tellement aujourd'hui dans la question des paradigmes, mais plutôt dans celle plus fondamentale et plus complexe, des conditions culturelles générales que supposent et requièrent l'existence et la pratique des sciences sociales. Un aspect de ce problème avait été perçu et souligné à l'occasion de la réflexion qui s'était engagée dans les années 80 (Moulfi/1984, El Kenz/1987). Il concerne le problème de l'importation de schèmes théoriques et méthodologiques forgés, à travers une histoire dense et longue, dans l'analyse des réalités sociales européennes, et leur application à des contextes socio-historiques fortement différents comme le sont les sociétés maghrébines, par exemple. Problème en réalité classique de l'"acclimatation", de la "traduction", de l'"accommodation" (Moulfi, 1984), de la "greffe", qu'a connu l'histoire de l'extension des sciences sociales à des espaces sociaux et culturels hors européens.

Ainsi, il y a un siècle, aux débuts des sciences sociales en contexte arabo-musulman, en Egypte précisément, cette question de l'"implantation" était formulée par les pionniers arabes comme un projet, un programme à réaliser. Cette question a été récurrente par la suite, en particulier quand, après les Indépendances, l'enseignement et la pratique des sciences sociales ont mobilisé des groupes de plus en plus larges et nombreux de *social scientists* autochtones. Mais voilà que cette même question revient maintenant chez nous, dans une problématique identitaire, sous la forme d'un constat d'échec global de l'entreprise d'"implantation" et d'un procès en invalidation principielle.¹⁷

Selon ce point de vue en effet, l'action qui a été menée par la génération ayant constitué le support à une tentative d'importation et de greffe d'un corpus intellectuel défini comme *"Ensemble philosophie et sciences*

¹⁷ On peut trouver les attendus chez Guerid, D. (2001 et 2004), Lakjaâ, A. (2004), et en plus diffus chez Deliou, F. (1998).

humaines", cette action a connu un échec. Le problème est exposé de la façon tranchée suivante :

"Les sciences humaines sont, pour l'essentiel, filles de la révolution industrielle et de la révolution politique bourgeoise et ces deux révolutions sont elles-mêmes des événements qui relèvent de la seule histoire occidentale. Le problème qui se pose pour nous est : qu'est-ce qui fait, véritablement, obstacle à leur implantation réussie et durable dans les pays du Sud ?"¹⁸.

Le bilan établi est radical: la sociologie, et les sciences humaines et sociales, n'ont pas d'existence réelle en Algérie, la "greffe" ne s'est et ne pouvait pas être réalisée, il faut donc conclure à un échec de l'entreprise d'implantation des sciences sociales et humaines dans notre pays. Ce bilan est fondé, pour ce qui concerne la sociologie, sur trois idées articulées entre elles, qui sont une réponse à la question posée concernant la nature de l'obstacle à l'implantation :

1- Les sociologues algériens n'ont rien compris à leur société dont ils sont coupés; ils l'ont regardée du point de vue de l'Etat, Etat dont ils constituent, avec les autres intellectuels et scientifiques, une fraction organique d'une société particulière, virtuelle, opposée à une autre société, réelle celle-là.

2- Car en effet, il y a en Algérie deux sociétés, l'une minoritaire et hégémonique, l'autre majoritaire mais dominée; c'est la continuation de la division coloniale dans laquelle deux sociétés s'opposaient. Les sociologues, comme l'intelligentsia et les élites de la société dominante ont été les vecteurs intellectuels et les supports sociaux de l'importation des SHS¹⁹ occidentales – tout comme de l'industrialisation et de la démocratie- et ont tenté de les greffer sur la société, en vain.

3- Cette entreprise d'importation et de greffe est en fait impossible et invalidée dans son principe car les SHS, l'industrialisation, la démocratie sont des produits de l'histoire européenne, produits non exportables vers des espaces géographiques et humains appartenant à une autre histoire, à d'autres cultures et civilisations.

En conclusion de ce bilan, déclaré d'ailleurs valable pour tout le monde arabe, une perspective est fixée : il s'agit de commencer par le commencement, de ne pas "brûler" les étapes; faire des études partielles, nombreuses qui seront comme une accumulation primitive de connaissances et d'informations, accumulation nécessaire pour la formation d'un type de sociologie qui soit en même temps au cœur de la science et au cœur de la société.

¹⁸ Guerid, Djamel, 2001.

¹⁹ SHS = Sciences humaines et sociales ou Sciences de l'Homme et de la Société.

Comme nous pouvons le constater, le noyau de l'argumentation n'est pas nouveau, il réfère en son fond à l'approche culturaliste classique qui pose l'hétérogénéité des cultures comme un absolu. Cette approche n'a en fait cessé d'alimenter depuis des décennies les débats des intellectuels arabes sous l'angle de la question de la "spécificité", tantôt de la part des nationalistes, tantôt des islamistes et parfois même de marxistes. Mais le point de vue revêt ici un tel caractère de systématisme et de radicalité, il est en telle résonance avec les thèses soutenues depuis les années 80 par les séminaires de la pensée islamique, évoqués précédemment, ainsi que par des auteurs européens²⁰ sur l'échec, et plus encore, l'impossibilité foncière de "l'importation" des modèles occidentaux (politiques, économiques, intellectuels..) par les pays du Sud et particulièrement arabo-musulmans, qu'il suscite le questionnement et invite à la discussion.

Echec de quoi et de qui ?

Qu'il y ait échec, nous pouvons le concéder, mais il s'agit de préciser ce qui a échoué et qui a échoué. En ce sens, il n'est pas inutile, pour tenter de voir plus clair, de revenir, s'agissant des sciences sociales et humaines, sur l'expérience égyptienne si riche d'enseignements²¹.

En schématisant cette expérience, nous pouvons dire qu'au cours de toute la période qui a duré un siècle, deux types de réponses ont été apportés au problème de l'ainsi-dite "greffe".

Le premier type est celui de la génération des précurseurs égyptiens qui étaient formés à l'école sociologique française et donc à une conception empreinte de philosophie sociale et d'approche holiste. Conscients de la nouveauté radicale de leur savoir "européen" et de leur posture intellectuelle transgressive face au savoir traditionnel et sacré représenté par El Azhar, ils se sont engagés dans une tentative de synthèse théorique entre l'enseignement de Durkheim et celui d'Ibn Khaldoun, habillant le premier avec le burnous noir du second et coiffant le second avec le chapeau mou du premier. On a eu ainsi un Durkheim khaldounien, tandis qu'Ibn Khaldoun avait tout d'un coup des accents durkheimiens... Cette entreprise, si elle n'était pas totalement consciente et calculée aux yeux de ses auteurs, n'en avait pas moins un caractère d'impérieuse nécessité intellectuelle, comme on peut le déduire

²⁰ Tels que Bertrand, Badie : *"Les deux Etats. Pouvoir et société en terre d'islam"*, Paris, Fayard, 1986, puis *"L'Etat importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique"*, Paris, Fayard, 1992.

²¹ Voir à ce sujet les travaux très suggestifs de Roussillon, A., (1991 et 1998), ainsi que ceux de Abdel-Malek, Anouar, (1969) et aussi, *"ilm ijtimâ wa ijtimâ'iyoun"*, o.c.

des souvenirs d'un représentant emblématique de cette génération, Ali Abdelwahid Wafi, qui au terme de sa longue carrière, réaffirme, en 1989, la profession de foi durkheimo-khaldounienne de ses débuts (Wafi, 1989). C'est donc dans la voie d'un compromis entre la science européenne moderne et le savoir arabe médiéval que la sociologie s'est instaurée et a été pratiquée en Egypte, et qu'elle a pu se propager ensuite dans les contrées arabes.

Le second type de réponse, devenu dominant dans la deuxième partie du siècle, sous l'initiative de *social scientists* de formation anglo-saxonne, portait l'accent sur la Méthode. Il s'agissait dès lors de laisser de côté l'aspect philosophique, par évitement calculé ou par méconnaissance de la dimension philosophique des sciences sociales, et de s'engager selon les canons pragmatiques et empiristes, dans un effort d'adaptation et réadaptation des concepts, des techniques, des méthodes, de définir de nouveaux objets, de fixer des finalités spécifiques aux sciences sociales ("au service du peuple et de la Nation"), voire de créer des sciences sociales "arabes", ou "islamiques" (plus récemment), de façon à les rendre capables de rendre compte des réalités de nos sociétés, tout en restant sur le terrain d'une positivité étroite.

S'il peut paraître justifié de parler aujourd'hui d'échec, aussi bien pour le cas de l'Egypte que pour les pays du Maghreb, c'est bien de cette double approche, de cette pratique syncrétique, de cette interprétation de la nature des sciences sociales et de leur rapport à la société.

Plus qu'à une conception techniciste ou scientifique²², nous sommes là face à une conception technocratique, c'est à dire une conception qui considère que dans des sociétés et des cultures marquées par la dualité conflictuelle du rapport entre Tradition et Modernité, il s'agit d'injecter de façon plus ou moins autoritaire (avec l'autorité supposée que peut représenter et octroyer la référence à la science), des éléments de rationalité moderne, de science, de technique pour faire reculer les structures, y compris mentales et idéologiques, pré-modernes. En fait, il s'est passé ici, dans le champ des sciences sociales, ce qui s'est passé *mutadis mutandis* dans le champ productif industriel, ou dans le champ politique et administratif. Ce qui est dit à propos des sciences sociales, l'a été également à propos de l'Etat "importé", de l'Industrie "clé en mains" et du "transfert de technologie".

En arrière fond, il y a une conception qui considère les inventions européennes, intellectuelles (la philosophie et la science modernes),

²² Comme la définissait Laroui, A., dans son portrait du "technophile", in "*L'idéologie arabe contemporaine*", Paris, Maspero, 1967.

politique (la démocratie et l'Etat de Droit), technologiques (l'industrie), etc. comme des produits techniques neutres, comme des instruments que l'on peut importer, appliquer et insérer dans des sociétés non-européennes, sans que rien d'essentiel ne soit changé dans les structures sociales, politiques et mentales de ces dernières. C'est bien là ce qu'énonce le mot d'ordre "açala et mo'açara" qui indique une somme de deux éléments hétérogènes et non leur multiplication ou leur synthèse. L'image que donne d'ailleurs certaines sociétés arabo-musulmanes "bénies" par le pétrole et qui consomment avidement les produits technologiques et autres de "l'Occident" tout en voulant rester elles-mêmes, c'est-à-dire ne pas changer dans leur supposée "essence", est assez explicite sur ce point. Est posée ici, en définitive, la question plus générale des voies et des modalités de la modernisation de nos sociétés, sociétés maghrébines et arabo-musulmanes, ou pour être plus précis, de leur accès à la modernité.

Peut-être pouvons-nous aujourd'hui percevoir les choses avec un œil plus instruit par l'expérience et reposer le problème dans des termes plus adéquats.

Du couple Science / Société...

La thèse culturaliste qui repose sur l'idée que l'origine européenne-occidentale des SHS rend ces dernières non pertinentes pour les sociétés arabo-musulmanes, souligne, à juste raison, le rapport entre ces sciences, l'environnement culturel au sein duquel elles sont nées et les caractères de la société moderne européenne. Il s'agit donc d'un rapport ternaire, d'une triade que l'on pourrait schématiser ainsi : Sciences/Cultures/Sociétés. Et de fait, les SHS se sont forgées au sein d'un environnement intellectuel conflictuel marqué par la présence de la philosophie des Lumières mais aussi du traditionalisme chrétien (De Bonald, Maistre, etc.) qui s'y opposait, ainsi que par des idéologies scientifiques telles que le mécanisme (de la Physique), le biologisme, plus largement l'évolutionnisme et le positivisme scientifique qui ont dominé le XIX^e siècle européen. C'est pourquoi l'histoire des SHS ne peut faire abstraction de l'évocation des contraintes auxquelles ces sciences ont dû faire face pour se constituer, comme elle se doit d'évoquer le soutien qu'elles ont trouvé auprès d'idéologies (culturelles ou scientifiques) qui les ont aidées à penser leurs objets et leurs méthodes. L'histoire des sciences n'est celle de la Vérité en marche vers son accomplissement que dans les mythes et légendes d'édification et de vulgarisation qui mettent en scène, face à face, dans un rapport spéculaire simple, la Science et le Réel.

Or, il est remarquable de constater que lorsqu'ils examinent la question de "l'importation" des SHS dans les sociétés non européennes, les tenants de la thèse culturaliste abordent le problème sous cet aspect mythique en simplifiant le rapport triadique qui devient chez eux un rapport binaire Sciences / Sociétés, occultant ainsi la question de l'environnement culturel des sociétés réceptrices de la greffe. Parfois les idéologies scientifiques sont évoquées, par exemple en ce qui nous concerne ici, le structuralo-marxisme et/ou le "développementalisme", ou les "théories de la dépendance", mais rien n'est dit des idéologies culturelles dominantes dans nos sociétés. De telle sorte que face à la Science (européenne), la Société (non-européenne) est perçue comme "Terrain" d'application vierge. Quand la spécificité culturelle de ce "terrain" est invoquée comme obstacle, elle ne vise pas la configuration culturelle existante et active mais est toujours référée à des traits d'essence, comme la langue (arabe), la religion (islam), parfois les mœurs et à ce qui est appelé la "personnalité de base". Ce qui signifierait qu'à l'inverse, et quoi qu'il ait été dit des conditions culturelles conflictuelles qui ont présidé à leur naissance, les sciences européo-occidentales, seraient adossées pour leur part à un fonds latin ou anglo-saxon (langue) et chrétien (religion). Dans cette perspective, l'analyse régressive débouchera sur une anthropologie à bon marché, substantialisant individus, peuples et cultures et les isolant les uns des autres dans la pérennité de leur supposée nature.

Ce constat peut nous amener à penser que c'est là, dans l'occultation du deuxième terme de la triade, dans le silence sur l'environnement culturel et idéologique qui marque les sociétés arabo-musulmanes, que la faille du raisonnement culturaliste réside et que cela mérite d'être mis au jour.

La configuration idéologique dominante

Comment peut-on caractériser alors l'environnement culturel au sein duquel les sciences sociales et humaines ont tenté de se frayer une voie, de s'implanter ? La question revient à se demander s'il est possible de distinguer quelque chose qui serait comme une configuration idéologico-culturelle dominante dans les sociétés arabo-musulmanes au cours du XXème siècle; une configuration qui serait, en quelque sorte et pour notre démonstration, le pendant de celle qui a dominé le climat intellectuel européen au XIX^e siècle (c'est-à-dire la tension entre philosophie des Lumières et sciences modernes d'un côté, et le traditionalisme féodal-clérical de l'autre). Et si une telle configuration peut être effectivement identifiée, de quels effets, encourageants

ou décourageants, a-t-elle pu être pour l'implantation des SHS et leur essor ?

Notre réponse est que de fait, aussi bien l'Égypte que l'Algérie, ainsi que la plupart des autres pays arabes, ont vécu, dans l'ordre intellectuel, durant tout le XX^{ème} siècle, et surtout à partir de la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, sous l'hégémonie d'un complexe idéologique de cette nature, formé par l'unité concurrentielle du salafisme religieux et du technocratisme scientiste²³. Le champ intellectuel qui en est issu²⁴ a été structuré par cette unité concurrentielle qui a spécialisé des espaces binaires : technique/culture ; administration des choses/gestion des âmes ; positivité/sacré ; science/religion ; modernité/tradition ; aliénation/authenticité ; économie/éducation ; francophonie/arabophonie ; etc... Dans ce champ d'intelligibilité, les sciences sociales ont été sommées de faire la preuve de leur expertise technique et positive au service du développement de la société "matérielle", laissant aux lettrés, oulémas et fouqahas la gestion et le traitement des questions centrales touchant à la culture, la religion, le sacré, la reproduction (par l'éducation et le droit-fiqh), des structures sociétales et des rapports mentaux.

Il est d'ailleurs intéressant de noter ici que cette division du champ du savoir correspond à grands traits à celle énoncée par Ibn Khaldoun qui distinguait entre les sciences rationnelles (*'aqliya*), basées sur la raison qui est commune à tous les hommes, et les sciences traditionnelles (*naqliya*), qui sont propres à chaque religion (*milla*) et qui se doivent d'être fidèles au dogme instauré par le Législateur. Sauf que chez Ibn Khaldoun, ce savoir devait être saisi dans son unité par chaque véritable savant (*'alim*), ce dont il a donné lui-même un exemple éminent. La nouveauté est qu'à notre époque cette division du savoir repose sur une division sociologique entre deux catégories d'intellectuels spécialisés chacune dans l'un des deux registres.

N'est-ce pas dans l'analyse critique de cette division du champ intellectuel et par là même de la dualité de l'intelligentsia (en donnant à ce terme sa plus grande extension heuristique), ainsi que par la critique de la

²³ Quand Laroui, A., classait, en 1967, les types d'intellectuels, comme figures successives de "l'idéologie arabe contemporaine", en salafi, libéral, technophile, sa philosophie hégélienne de l'histoire l'amenait à les inscrire dans une évolution qui devait, selon lui, déboucher sur l'émergence, comme dernier moment, d'un "marxisme objectif". Il n'avait pas assez perçu le caractère structurel de ces types d'intellectuels et d'idéologies, ni les alliances-compromis qui pouvaient se réaliser entre eux et elles.

²⁴ C'est ce complexe idéologique que Roussillon, A., o.c. propose de nommer "réformiste" et "clôture réformiste" en le distinguant du projet réformateur qui a été celui des pionniers de la Nahdha, au XIX^e et débuts du XX^e siècle.

surdétermination préjudicielle *à priori* (du fait même de cette division) du traitement par les sciences sociales et humaines des objets pouvant être "légitimement" traités par elles, qu'une intelligibilité pourrait être acquise ? Ce ne serait pourtant là qu'une façon de manifester le respect par les sociologues d'une règle de leur discipline, rappelée avec vigueur par P. Bourdieu, qui recommande aux sociologues de faire la sociologie des conditions de leur pratique de sociologues, une sociologie de la sociologie telle qu'elle se pratique. La mise au jour des contraintes, institutionnelles et culturelles, des déterminations idéologiques et politiques du champ des SHS, des modalités et formes de légitimation de la recherche, des rapports concrets avec l'Etat et avec la société, des profils intellectuels et sociaux des *social scientists* eux-mêmes, voilà qui pourrait, entre autres exigences, constituer les matériaux d'un bilan de l'expérience des SHS en Algérie. Or, il faut le reconnaître, malgré quelques rares articles dans ce sens, cette critique et cette auto-analyse ont été peu exercées. Si par exemple, à propos de l'Egypte, la réflexion sur les expériences, déjà anciennes, d'auteurs comme Taha Hussein, Mansour Fahmi et Ali Abdel Raziq, ainsi que sur celle, plus récente, de Nasr Abou Zeïd, a pu aider à dévoiler les contraintes subies et le sort réservé aux transgresseurs de la frontière interne au champ intellectuel (entre registre du sacré/sciences traditionnelles et registre du profane/sciences modernes) et des frontières de la "clôture réformiste", qu'en est-il chez nous, au Maghreb et en Algérie ? Les mésaventures qu'ont connues des recherches comme celle de Mouloud Mammeri, en ethnolinguistique, ou celles d'historiens du mouvement national, ou en archéologie et anthropologie, ne relèvent-elles pas du même ordre de contraintes ?

C'est pourquoi, il ne semble pas qu'incriminer l'échec de "l'importation des sciences sociales" aux porteurs de ces sciences (les *social-scientists*) dont le rapport à leur société aurait été un rapport d'extériorité, soit l'explication adéquate. Il est d'ailleurs symptomatique que l'approche culturaliste, qui est l'arrière-fond des jugements que nous discutons ici, s'accompagne souvent, sinon toujours, d'un exercice de stigmatisation et d'anathèmes, car elle mobilise une problématique identitaire dont le souci premier est de rejeter vers l'Autre, construit imaginativement comme radicalement hétérogène, tout ce qui peut paraître impur chez Soi. On devrait interroger plutôt le rapport entre ces derniers, les *social scientists*, et une autre catégorie d'intellectuels, porteurs eux de savoirs traditionnels. Autrement dit, ce qui est en cause, c'est le rapport entre deux groupes d'intellectuels concurrents ou, plus globalement, le rapport entre ce qu'on peut appeler un "univers

intellectuel et mental" de caractère moderne et un "univers intellectuel et mental" de caractère traditionnel.

Pour être encore plus précis et éviter les ambiguïtés, nous pouvons dire que ces deux univers intellectuels qui se sont formés à la suite du contact brutal entre l'Europe et le monde arabo-musulman, dont on peut dater symboliquement le début avec l'aventure égyptienne de Napoléon mais, plus substantiellement, avec les écrits de Tahtawi l'égyptien, à la moitié du XIX^{ème} siècle, ne sont plus exactement ceux qui étaient en scène il y a un siècle, du temps de M. Abdou et D.E. El Afghani. Le problème pouvait alors être perçu encore et pensé comme un rapport d'opposition absolue entre deux entités spéculatives (Occident versus Orient, Europe versus Islam) complètement hétérogènes l'une à l'autre, du fait même de leur ignorance mutuelle, ce qui permettait toutes les dérives vers les malentendus et autres glissements vers les traitements idéologiques, religieux et/ou politicien du problème, ainsi que les anathèmes qui concluaient ce type de traitement²⁵.

Un siècle de travail sur cette question a fait que ces deux univers intellectuels sont aujourd'hui, après les transformations qu'ils ont subies en eux-mêmes et ceux qu'ils ont contribué à faire advenir dans la société, parties prenantes et composantes de la vie intellectuelle et culturelle de nos sociétés. Ils ont leurs théories et leurs modes de raisonnement, leurs représentants et leurs pratiquants, ils ont leurs institutions, des groupes sociaux se reconnaissent respectivement en chacun d'eux, et ils se sont dotés ainsi de la capacité de se reproduire de façon plus ou moins élargie.

Cela ne signifie pas pour autant qu'ils aient produit deux sociétés au sein de nos pays, et en l'occurrence en Algérie, comme le soutiennent les tenants de la thèse des "deux sociétés" en exhibant un certain nombre de paramètres culturels et de paramètres sociaux, dont le croisement suffirait à fonder une dichotomie radicale. Ni la séparation entre "*kebaça*" et "*amma*" qui existait dans nos sociétés classiques, ni celle entre noblesse et tiers-état dans les sociétés de l'Europe médiévale, ni même celle entre classe bourgeoise et classe prolétaire dans l'Europe moderne et capitaliste n'ont amené les historiens et sociologues, sinon pour les besoins de la polémique ou dans le langage courant, à en conclure à l'existence de deux sociétés. Toute l'ambition et la vocation de la sociologie, fille des Etats-Nations modernes et de la société industrielle, n'est-elle pas d'ailleurs de rendre compte des inégalités sociales et des conflits culturels à travers la reconstruction par la pensée de l'unité foncière de la société-nation ? Soutenir que dans le cadre de l'Etat-Nation il puisse exister deux sociétés

²⁵ Cf. Laroui, Abdallah, o.c. et Abdel-Malek, Anouar, 1969.

c'est s'interdire la compréhension et l'explication des rapports, des stratifications, des conflits internes à une société, donc échouer à en construire le concept. Que face à la puissante logique d'unification/nationalisation menée par l'Etat, sa fiscalité, son administration, son système éducatif, son système économique, etc., existent, croissent/décroissent des logiques de classe, de groupes, de communautés, des rapports tribaux, claniques, c'est ce dont la sociologie s'efforce de rendre compte au sein de l'unité du concept de société.

Le fait de l'existence actuelle de processus de subversion / dépassement de la forme Etat-nation, par le "bas" (logiques internes de régionalisation, communautarisations, etc...) et par le "haut" (logiques externes de mondialisation des marchés, et de constitution d'ensembles économiques et politiques régionaux) n'invalide pas pour le moment encore cette approche et on ne peut anticiper sur les formes sociétales susceptibles d'advenir²⁶.

* * *

Pour conclure sur ce point et afin de désigner plus précisément ce qui a fait et fait encore obstacle à l'ainsi-dite "implantation" des sciences sociales dans nos sociétés, il faudrait regarder du côté de l'univers intellectuel et mental qui imprègne fortement nos cultures, de façon presque hégémonique. Cet univers de pensée forgé à partir des débuts du 20^e siècle et que l'on peut désigner par le terme de *réformisme*, c'est à dire cette idéologie qui a pour nom "*el Islab*" et pour devise "*el açala wa el mou'açara*", s'est constitué comme réponse défensive apportée par les oulémas, surtout ceux d'El Azhar, au danger que représentait, tel qu'il était perçu par eux, le contact inégal et déstabilisateur avec l'Europe.

Cet "univers intellectuel et mental"²⁷, c'est précisément la "Raison arabe"²⁸ d'aujourd'hui, telle qu'elle s'est actualisée dans les conjonctures historiques qui sont les nôtres, avec le champ de pensée qu'elle délimite, avec ses schèmes, ses interdits, ses évidences.

²⁶ Voir, parmi beaucoup d'écrits sur ce thème, ce que dit Habermas, J., in "*Après l'Etat-Nation*", 2000, en particulier dans le chapitre 2.

²⁷ Sur tous ces aspects, voir les travaux de Haddab M. (1993) et Roussillon A., (1991 et 1998).

²⁸ Deux auteurs ont attiré l'attention sur cette question épistémologique importante : Arkoun, M., avec la notion de "clôture dogmatique" (1993) et El Djabiri M.A., (1984) avec la notion de "Raison arabe". Mais la critique épistémologique seule ou le seul travail scientifique érudit sur les sources classiques, s'ils sont nécessaires semblent pourtant insuffisants pour entamer les limites de la "clôture". Cela doit se prolonger par la mise à jour et la critique des configurations intellectuelles contemporaines qui sont des manifestations actualisées de la "clôture dogmatique". Seule cette critique pourrait donner prise sur les conjonctures idéologiques du présent.

Ce "réformisme" s'est donné les moyens de se reproduire, de s'étendre grâce au compromis qui a fondé les mouvements nationaux anticolonialistes entre groupes sociaux et politiques mais aussi entre conceptions et références idéologiques différentes et groupes d'intellectuels concurrents, compromis qui a permis ensuite au "réformisme" d'exercer une influence prépondérante sur la culture et sur le système d'enseignement national, massifié et largement populaire. Il faut rappeler ici l'effacement des universitaires et chercheurs en sciences sociales lorsqu'ils ont été confrontés dès la fin des années 80, aux premières cohortes d'étudiants produites par l'Ecole et le Lycée "réformés". Depuis, de nombreux travaux se sont penchés sur la question pour tenter de comprendre les raisons de cette rupture intellectuelle et de cette involution des modes de pensée et des conceptions du monde et de la société entre générations distantes d'une à deux décennies seulement²⁹.

Cette rupture dans les contenus intellectuels transmis par la socialisation scolaire, les mutations opérées dans la culture de référence, avec la ré-émergence et la prégnance générale d'une culture religieuse de connotation "médiévale", *ash'ariste* et éclectique, donnent-elles la possibilité aux étudiants de comprendre et d'intérioriser la signification philosophique qui se trouve aux fondements des sciences sociales et humaines ? Ou bien n'y a-t-il pas le risque de ne percevoir ces sciences que sous l'angle de la technique et de l'empirie, ce qui d'ailleurs se manifeste déjà avec force à travers l'éclectisme théorique et le méthodologisme abstrait et desséché qui caractérisent aussi bien l'enseignement que les travaux de recherche ? L'enjeu de ce problème réside dans le fait qu'une telle appréhension des sciences sociales, les réduisant à des techniques d'enregistrement et de manipulation des choses, y compris humaines, ne saurait en aucun cas amener à produire des connaissances mais épuiserait son effectivité dans la répétition stérile et scolastique de savoirs figés. En ce sens, l'appel à re-commencer les sciences sociales par une "accumulation primitive" de connaissances et d'informations, c'est-à-dire l'appel à un empirisme et un positivisme sans limites ne consisterait qu'à continuer de faire ce qui est (mal) fait et qui a été imposé aux sciences sociales de faire, c'est donner motif à se déculpabiliser aux chercheurs qui, contraints de pratiquer des études de commande pour des organismes "onusiens", ont mauvaise conscience, c'est continuer la stratégie d'évitement des questions sensibles, des tabous, c'est accepter l'enfermement dans l'une des deux zones de la

²⁹ Voir Haddab M. (1993), Remaoun H. (1993/bis), Lardjane O. (1993), Bennoune M. (2000), Hamdi-Cherif H. (2001).

dichotomie du champ intellectuel. Nous voyons bien en vérité ce qu'il conviendrait de faire, ce qu'il faudrait faire pour que les choses aillent mieux dans ce domaine : tout simplement tenir, par exemple, un premier colloque dans lequel les sciences humaines et sociales se pencheraient sur les mentalités et pratiques religieuses dans notre pays... Cela est-il possible, quand le sera-t-il ? Il faut en attendant se réjouir que des études et recherches se fassent sur cet objet depuis quelques années.

L'éclatement du champ des disciplines des sciences sociales et humaines dans des spécialités isolées les unes des autres, éclatement qui s'est réalisé dès les débuts des années 70, ainsi que la stérilisation, par la mainmise "réformiste" sur l'enseignement universitaire, de la Philosophie et de l'Histoire, l'exclusion de l'Anthropologie, ainsi que la quasi-disparition de la Géographie humaine (du fait du transfert de l'enseignement de la géographie des universités des sciences humaines et sociales aux universités des sciences et technologies), n'ont-ils pas coupé les sciences sociales du terreau intellectuel devant les soutenir, les labourer, les féconder ? Ces mesures, redevables à une paradoxale alliance entre la conception technocratique des sciences sociales que nous avons évoquées plus haut, avec le réformisme religieux, n'ont-elles pas condamné les sciences sociales à un enfermement stérile dans une pratique positiviste qui a rapidement épuisé ses vertus heuristiques ?

S'agissant de l'Algérie, le tableau est encore plus net, car pour des raisons que tout le monde connaît, la séparation des deux "univers intellectuels" évoquée plus haut a recoupé une séparation linguistique qui a mis apparemment la modernité du côté des francophones et la tradition du côté des arabophones, créant ainsi deux sphères soliloquant quasiment chacune pour elle-même. Mais ce n'est là qu'une radicalisation caricaturale du problème, car la même division intellectuelle existait et existe encore dans les autres pays arabes, comme nous l'avons précédemment indiqué, indépendamment de la question de la langue.

Le moment du débat de fond ?

La problématique que nous tentons de tisser ici vise à opérer le déplacement nécessaire des termes du problème tel qu'il était traditionnellement posé mais qui débouche aujourd'hui, dans notre pays, sur une sorte d'aporie en nous ramenant au débat des débuts mêmes des sciences sociales

Au fond, l'obstacle auquel se heurtent les sciences sociales et humaines dans nos pays est celui-là même auquel se heurte le processus de modernisation de nos sociétés. Il en va pour les sciences sociales comme il en va pour d'autres dimensions de la vie sociale dans nos

sociétés qui n'ont pas encore trouvé la formule, les voies, les chemins de l'interpénétration nécessaire et productive entre la modernité et la tradition. Mais la crise actuelle semble manifester que le consensus idéologico-culturel, avec ses effets sur la conception de la science, qui s'est mis en place au courant du 20ème siècle sous l'étiquette de "réformisme" a épuisé son effectivité intellectuelle et pratique et que le moment de sa critique et de sa déconstruction a sonné³⁰. Contrairement à l'illusion technocratique et scientiste qui envisageait (espérait?) le dépassement, la disparition, l'épuisement, l'extinction des idées et mentalités traditionnelles, la réalité a montré la vitalité dont ces dernières peuvent faire preuve. Ainsi, modernité intellectuelle et intellectualité traditionnelle coexistent et vont continuer à coexister de manière conflictuelle.

Il n'est pas illusoire par contre d'espérer que de leur opposition et de la confrontation assumée entre les deux formes de pensée, dans leur confrontation commune aux questions posées par la société, va se décider l'avenir des sciences sociales et humaines, va se définir la place de ces sciences dans nos sociétés. Autrement dit, de cette façon conflictuelle vont se jouer les chances d'émergence d'un espace où pourra s'épanouir un discours rationnel, critique et légitime, qui portera sur la société, son histoire, ses mythes, son imaginaire, ses structures etc.... et d'un discours qui soit culturellement audible. Mais, il convient de ne pas oublier à ce sujet, comme le rappelle Mohammed Arkoun (1982), dans un survol historique éclairant ces enjeux dans les sociétés islamiques, que c'est le "politique" qui a toujours réglé les équilibres entre courants et groupes intellectuels opposés, entre modernistes et traditionnels.

Nous pouvons maintenant mieux comprendre pourquoi le débat qui s'était développé dans les années 80 en Algérie sur la question des sciences sociales, croisait en permanence la question des intellectuels : c'est que dans notre société (nos sociétés), la question du champ scientifique et de son autonomie est étroitement liée, et d'une certaine façon dépendante de celle de l'autonomie et de la structure du champ intellectuel. Nous ne pouvons imaginer qu'il serait possible qu'un ensemble gnoséologique, culturel et mental (les "sciences modernes") puisse venir au jour sans que l'ensemble de la culture et de l'intellectualité

³⁰ Pour l'aspect idéologico-politique de la question, voir une instructive et significative contribution : Malek R. : *"Tradition et Révolution"*, Alger, Bouchène, 1991. On peut même percevoir les prodromes de son remplacement par une autre configuration où s'allieraient néosalafisme et néo-libéralisme, alliance que les bruyantes manifestations politiques et idéologiques actuelles de leur opposition peuvent cacher, alors qu'elles ne représentent peut-être que le protocole heurté de sa négociation.

Dans son article *"Quelques tâches de l'intellectuel musulman aujourd'hui"* (1982).

ne soit transformé. C'est peut-être là, dans l'hésitation ou la difficulté de la tâche à entreprendre, que viennent aussi s'originer les conceptions scientifiques et technocratiques qui ont marqué la période écoulée de l'histoire des sciences sociales dans nos pays, comme si nous avions voulu en quelque sorte faire l'économie d'un débat de fond.

C'est à cette entreprise vitale que sont désormais appelées, selon nous, les sciences sociales et humaines. Elle requiert du temps et de la patience, mais de sa réalisation et à travers sa réalisation, se dessineront les contours du champ intellectuel nouveau que nos sociétés sont en train de féconder en silence. Pour nous, en Algérie, cette question en appelle une autre : d'où viendront les énergies et les capacités à réaliser ce dessein ?

Bibliographie

- Sur le débat des années quatre vingt, on peut signaler les principales contributions, par ordre de publication :

1982 : Djeghloul, A., « Intelligentsia ou intellectuels » ?, in *Algérie Actualités*, n°846, juin 1982.

1982 : Marouf, N., « Statut et fonction des sciences sociales dans la politique algérienne de développement », in *Cahiers du CERM*, 1982.

1983 : Djeghloul, A., « Champ et formes d'organisation de la Recherche », in revue *Sciences Sociales Panorama*, n°9, mars 1983.

1983 : Safir, N., « Sciences sociales : question de survie », in *Algérie Actualités*, repris dans "*Essais d'analyse sociologique*", Alger, Ed. OPU/ENAL, 1985.

1984 : *Colloque sur les Sciences sociales aujourd'hui*, tenu à Oran ; Actes publiés en 1986 par l'OPU, Alger.

1985 : El Kenz, A., « Enjeux théoriques des sciences sociales dans le monde arabe », repris dans son livre "*Au fil de la crise*", Alger, Ed. Bouchène, 1989.

1985 : Colonna, F., « Les sciences sociales en Algérie depuis 1962 », conférence au Centre Culturel Algérien de Paris, publié dans volume collectif "*Aspects de la société algérienne*", Paris, Ed. du CCA, 1987.

1988 : Guérid, D., « Les trois périodes d'une sociologie en Algérie », in *Le Maghreb : Approches des mécanismes d'articulation*, Casablanca, Ed. Al Kalam, 1991 (il s'agit des Actes d'un Colloque tenu à Tanger en 1988).

- Les articles cités ci-dessous ont servi à la rédaction de notre communication :

- Bouacha, Ali Abdelmadjid, "*Analyse du discours et sciences sociales*", Colloque Oran, 1986, pp. 267-274.

- Addi, Lahouari, « Peut-il exister une sociologie politique en Algérie » ?, in *Peuples Méditerranéens* n°55/56, 1991, spécial "Sciences sociales, Sociétés arabes", pp. 221-227.
- Adel, Faouzi, « L'approche socio-anthropologique », in *La socio-anthropologie ou comment repenser la méthode ?* CRASC, Actes des journées d'étude de Constantine, mars 1999,
- Anser, Layachi, « Crise ou absence de la sociologie »? (en arabe), in *El Mostaqbel el arabi*, n°137, août 1990.
- Anser, Layachi, « Quel avenir pour la sociologie » ? (En arabe), in *L'Université aujourd'hui* – Oran, CRASC, Actes de Séminaire, 1998.
- Barkat, Sidi Mohamed, « L'arabisation des sciences sociales : un enjeu », in *Colloque Oran*, 1986, p. 266.
- Benatia, Farouk, « Situation des sciences sociales en Algérie depuis l'Indépendance », in *Revue Sciences sociales Panorama*, Alger, n°8, novembre 1982, pp.7-26.
- Boucebcı, Mahfoud, "*Psychiatrie sociale et sciences sociales dans un monde en changement*", in *Colloque Oran*, 1986, pp.117-124.
- Boutefnouchet, Mostafa, « Aperçu historique de l'enseignement de la sociologie à l'Université d'Alger », in *Revue de l'Institut de Sociologie d'Alger*, n°4, 1991/1992.
- Chaulet, Claudine, « La sociologie et ses utilisateurs », in "*Colloque sur les sciences sociales aujourd'hui*", Alger, OPU, 1986.
- Colonna, Fanny, « Les sciences sociales en Algérie depuis 1962 », in *Aspects de la société algérienne*, publié par Centre Culturel Algérien de Paris, 1987.
- Colonna, Fanny, « Sciences Sociales. Sociétés arabes », n° spécial, 54-55, 1991, s/d Colonna, F., de *Peuples Méditerranéens*.
- Deliou, Foudil, « al 'ouloum el ijtimai'ya bayn el 'alamiya wa el khouçouçiya », in ouvrage collectif : *'Ilm al ijtimaa, min ettaghrib ila etta ' cyl*, Alger, éditions Dar El Maarifa, 1998.
- Djeghloul, Abdelkader, « Notes sur les revues universitaires en sciences sociales en 1982 », in *Colloque Oran*, 1986, pp. 237-245.
- Djeghloul, Abdelkader, « Champs et formes d'organisation de la recherche », in *Sciences Sociales -Panorama*, n°9, mars 1989.
- El Kenz, Ali, « Enjeux théoriques des sciences sociales dans le monde arabe », in *Au fil de la crise*, Alger, éditions Bouchene, 1989, pp. 135-148.

- Ghalem, Mohamed, « L'Histoire à l'Université d'Oran : les enseignants et leurs productions » (en langue arabe), in *"L'Université aujourd'hui - Actes de Séminaire"*, s/d Guerid, Djamel, Oran, Edition CRASC, 1998.

- Guerid, Djamel, « Société algérienne et sciences humaines », in *Mouvement social et modernité – Hommage à Saïd Chikhi*, Alger, NAQD/SARP, mars 2001, pp. 13-43.

- Guerid, Djamel, « D'une articulation à une autre : les trois périodes d'une sociologie en Algérie », in *"Le Maghreb : approches des mécanismes d'articulation"*, Casablanca, Maroc, 1991.

- Guerid, Djamel, *"Algérie : l'une et l'autre société"*, Document du CRASC, mars 1995.

- Guerid, Djamel, « La greffe problématique de la sociologie dans le monde arabe : l'exemple de l'Égypte et de l'Algérie » (en langue arabe), in *Sociologie et société en Algérie*, s/d Lakjaâ, A., Alger, Casbah Editions, 2004.

- Haddab, Mustapha : « Histoire et modernité chez les réformistes algériens » in *Connaissance du Maghreb*, Paris, CNRS, 1984.

- Haddab, Mustapha, *"Les intellectuels et le statut des langues en Algérie"*, Thèse doctorat, Paris, EPHE, 1993.

- Hamdi-Cherif, Abdelhafidh, « De quelques blocages dans l'accès au savoir: l'identité comme obstacle épistémologique », in *revue Naqd*, Alger, n°13, 2001, pp.99-107.

- Khalfaoui, Hocine, « Les conditions d'émergence d'une communauté scientifique en Algérie: savoir et pouvoir de 1962 à 1992 », in *Al Dafatir, Cahiers algériens de sociologie*, N°1, Actes du 2° Colloque national de sociologie, Alger, nov.1997, Alger, Editions Dar El Hikma, 2000.

- Lakjaâ, Abdelkader, « Algérie : une société en attente de sa sociologie », in *Sociologie et société en Algérie*, Alger, Casbah Editions, 2004.

- Lardjane, Omar, « Le statut du sujet dans les Manuels de philosophie algériens », in *NAQD*, n°5, Alger, 1993.

- Mahiou, Ahmed, « L'évolution du Droit en Algérie », in *Aspects de la société algérienne*, Paris, CCA, 1987, pp.123-130.

- Matouk, Fathia, « Le rapport entre la recherche et la théorie sociologique en Algérie » (en arabe), in *Al Dafatir*, n°1, Alger, Dar El Hikma, 2000, pp. 21-32.

- Matouk, Djamel, « Un regard sur la pratique sociologique en Algérie : le cas de l'institut de sociologie d'Alger » (en arabe), in *Al Dafatir*, Dar El Hikma, 2000.

- Mediène, Benamar, « Entre nationalisme et développement : l'ambiguïté des sciences sociales en Algérie », in *Colloque Oran*, 1986, pp. 101-116.
- Mokhtar, Mahieddine, « Réalité des pratiques sociologiques dans la société algérienne » (en arabe), in *Al Dafatir*, pp. 43-53.
- Moufî, Mohamed, « Du sens de l'accommodation théorique en sciences humaines », in *Colloque sur les sciences sociales aujourd'hui*, Alger, OPU, 1986, pp. 17-27.
- Remaoun, Hassan, « Université, savoir et société : le cas des disciplines sociales », in *L'Université aujourd'hui – Actes de Séminaire*, Oran, éditions CRASC, 1998.
- Remaoun, Hassan, « Ecole, Histoire et enjeux institutionnels dans l'Algérie indépendante », in *Elites et questions identitaires en Algérie*, ouvrage collectif, Alger, Casbah Editions, 1997.
- Saadi, Nourredine, « Quelques réflexions sur l'état de la science juridique en Algérie », in *Colloque Oran*, 1986, pp. 301-320.
- Safîr, Nadji, « Projet de société et sciences sociales en Algérie », in *Colloque Oran*, 1986, pp. 223-235.
- Siari-Tengour, Ounassa, « Sciences sociales et marginalisation » in *L'Université aujourd'hui – Actes de Séminaire*, Oran, CRASC, 1998.

Pour l'approche générale :

- Abdel-Malek, Anouar, *Idéologie et renaissance nationale. L'Égypte moderne*, Paris, Anthropos, 1969.
- Arkoun, Mohammed, « Quelques tâches de l'intellectuel musulman aujourd'hui », in *Cahiers de la Méditerranée*, 1982, n°37, repris dans *Penser l'islam aujourd'hui*, Alger, Laphomic/Enal, 1989.
- El Djabiri, M. Abed, « *Naqd el 'aql el 'arabi* » : 1- "*Takouin el 'aql el 'arabi*", Beyrouth, 1984 ; 2- "*Bouniat el 'aql el 'arabi*", Beyrouth, 1986.
- Habermas, Jurgen, *Après l'Etat-Nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 2000.
- Laroui, Abdallah, *L'idéologie arabe contemporaine*, Paris, Maspero, 1967.
- Roussillon, Alain, *Réforme sociale et identité – essai sur l'émergence de l'intellectuel et du champ politique modernes en Égypte*, Casablanca, Maroc, Ed. Le Fennec, 1998.
- Roussillon, Alain, « Sociologie égyptienne, arabe, islamique. L'approfondissement du paradigme réformiste », in *Peuples Méditerranéens*, n°55-56, 1991.

- Lebib, Tahar, « La sociologie en Tunisie : l'enseignement, texte et esprit » (en arabe), in *Nahw 'ilm ijtimaa 'arabi*, Beyrouth, ed. Markez dirassat el wahda el 'arabiya, 1986.

- El Wafi, Ali Abdel Wahid, « Tabi'at 'ilm el ijtima' wa tara 'iq tatbiqihî », in *'Ilm el ijtima' wa el ijtima'iyoun (tadjarib wa khibrat)*, El Qahira, Dar Maktabet Gharib, 1989.